

**Décision du Président n°DEC2026-02-015**

**Objet : Avenant n°1 à la Convention d'occupation précaire avec le GAEC DE L'ALLEGROAT**

Le Président de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du Conseil d'agglomération, de l'élection du Président, des Vice-président(e)s et conseiller(e)s délégué(e) du 16 juillet 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2025-05-117 du 27 mai 2025 portant délégation d'attribution du Conseil d'Agglomération au Président ;

**Vu** la convention d'occupation précaire signée en date du 02 novembre 2015 entre Guingamp Communauté et le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun reconnu de L'ALLEGROAT portant sur des parcelles situées au sein du parc d'activités de Kérizac à Plouisy et destinées à être commercialisées ;

**Vu** le projet d'avenant annexé à la présente décision ;

**Considérant** que le Conseil d'Agglomération a chargé le Président, par délégation, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

**Considérant** que la convention d'occupation précaire portait initialement sur une superficie de sept hectares environ dont une grande partie a déjà été commercialisée et qu'il subsiste une superficie de deux hectares environ ;

**Considérant** que la parcelle D 751 à Plouisy a fait l'objet d'une division par un géomètre avec création de deux parcelles (D 1310 et D 1311) ;

**Considérant** que des modifications sont intervenues au niveau des parties contractantes depuis la signature de la convention d'occupation précaire ;

**Considérant** qu'il convient de modifier par avenant la convention d'occupation précaire précitée ;

**Considérant** le projet d'avenant portant sur l'actualisation des parties contractantes et de la désignation des biens, objet de la convention d'occupation précaire ;

**DECIDE**

Article 1 : de signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation précaire avec le GAEC DE L'ALLEGROAT constatant les modifications intervenues au niveau contractantes et actualisant la désignation des biens, objet de la convention d'occupation précaire ;

Article 2 : La présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil d'agglomération et sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de Guingamp-Paimpol Agglomération ;

Article 3 : La présente décision sera transmise au Représentant de l'Etat ;

Article 4 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

A Guingamp, le 06/02/2026

Le Président  
Vincent LE MEAUX

